

## INSTRUCTION

N° 07-051-A82 du 13 décembre 2007

NOR : BUD R 07 00051 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

### RECOUVREMENT DES TAXES D'URBANISME

#### ANALYSE

Apurement des taxes d'urbanisme

Date d'application : 13/12/2007

#### MOTS-CLÉS

RECOUVREMENT ; TAXE URBANISME ;  
COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ;  
ADMISSION EN NON VALEUR ; COMPTABILITÉ

#### DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

#### DOCUMENTS À ABROGER

Néant

#### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPG	DOM	RF	T								

*DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*4<sup>ème</sup> Sous-direction - Bureau 4B*

*1<sup>ère</sup> Sous-direction - Bureau 1C*

*6<sup>ème</sup> Sous-direction - Bureau 6B*

## SOMMAIRE

<b>1. MISE EN JEU DE LA RESPONSABILITÉ D'UN COMPTABLE DU TRÉSOR AU TITRE DES TAXES D'URBANISME.....</b>	<b>4</b>
1.1. Généralités.....	4
1.2. Fondement juridique de la responsabilité des comptables publics en matière de taxes d'urbanisme .....	4
1.3. Exceptions à la mise en jeu de la responsabilité des comptables.....	5
1.3.1. L'émission des réserves par le comptable .....	5
1.3.2. Le sursis de versement .....	5
1.4. La demande en remise gracieuse.....	6
1.5. Cas des taxes d'urbanisme prescrites au cours d'un exercice pour lequel le trésorier-payeur général a obtenu quitus de sa gestion.....	6
<b>2. ADMISSION EN NON-VALEUR.....</b>	<b>6</b>
2.1. Le formalisme .....	6
2.2. L'appréciation de l'irrecouvrabilité .....	7
2.3. L'avis des collectivités bénéficiaires et ses conséquences.....	7
2.4. La décision d'admission en non-valeur.....	8
<b>3. COMPTABILITÉ.....</b>	<b>8</b>
3.1. Mise en jeu de la responsabilité du comptable - refus de sursis de versement .....	8
3.1.1. Mise en jeu de la responsabilité du comptable non centralisateur par le trésorier-payeur général.....	8
3.1.2. Chez le comptable non centralisateur.....	9
3.1.3. Intégration automatique du recouvrement chez le trésorier-payeur général, via SCR3 : .....	9
3.1.4. Répartition de la taxe en fin de mois dans les conditions habituelles .....	9
3.2. Règlement par le redevable de la taxe soldée par la mise en jeu de la responsabilité du comptable .....	9
3.2.1. Comptabilisation du versement du redevable chez le comptable non centralisateur .....	9
3.2.2. Intégration automatique du règlement en comptabilité générale, via SCR3, chez le trésorier-payeur général .....	10
3.2.3. Apurement manuel du compte 475.17775 à la trésorerie générale .....	10

3.3. Dégrèvement émis sur une taxe d'urbanisme soldée par la mise en jeu de la responsabilité du comptable .....	11
3.3.1. Dégrèvement émis sur une taxe d'urbanisme soldée, avant la répartition mensuelle .....	11
3.3.2. Dégrèvement émis sur une taxe d'urbanisme soldée, après la répartition mensuelle .....	12
3.4. Comptabilité en matière d'admission en non-valeur .....	15
3.4.1. Comptabilisation des admissions en non-valeur .....	15
3.4.2. Recouvrement après admission en non-valeur .....	16
3.4.3. Décision d'admission en non-valeur après dégrèvement ou recouvrement .....	16

## LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Modèle de refus de sursis de versement .....	17
ANNEXE N° 2 : Décret n° 98-1239 du 29 décembre 1998 relatif à l'admission en non-valeur des taxes mentionnées à l'article L. 255-A du Livre des procédures fiscales et à l'article L. 142-2 du Code de l'urbanisme .....	18

La présente instruction a pour objet de rappeler aux services « Recouvrement - Produits divers » des trésoreries générales les modalités d'apurement des taxes d'urbanisme, ainsi que les écritures comptables correspondantes.

Elle fait la synthèse des notes de service et lettres collectives diffusées sur ce thème, en vue d'une part, de permettre l'apurement des taxes d'urbanisme figurant actuellement dans les comptes des trésoriers-payeurs généraux et d'autre part, d'assurer le traitement régulier de ces taxes.

## **1. MISE EN JEU DE LA RESPONSABILITÉ D'UN COMPTABLE DU TRÉSOR AU TITRE DES TAXES D'URBANISME**

### **1.1. GÉNÉRALITÉS**

La responsabilité d'un comptable peut être engagée au titre de taxes d'urbanisme pour lesquelles l'action en recouvrement est prescrite ou éteinte<sup>1</sup>.

En l'occurrence, il n'y a pas de prise en charge comptable dans les écritures du trésorier du titre exécutoire constatant la créance.

Par ailleurs, sauf actes interruptifs ou suspensifs, la prescription de l'action en recouvrement des taxes d'urbanisme intervient au 31 décembre de la quatrième année qui suit le fait générateur, i.e. la délivrance du permis de construire, le dépôt de la déclaration de construction ou l'établissement du procès-verbal constatant l'infraction. Ce fait générateur ne peut donc que rarement coïncider avec la date d'émission du titre.

Ce sont là autant de particularités qui requièrent un suivi extra-comptable du recouvrement des taxes d'urbanisme qui, bien que perçues et reversées au profit de collectivités locales, constituent des recettes de l'État constatées par un titre exécutoire émis au nom de celui-ci.

### **1.2. FONDEMENT JURIDIQUE DE LA RESPONSABILITÉ DES COMPTABLES PUBLICS EN MATIÈRE DE TAXES D'URBANISME**

L'article 60-I de la loi de finances n° 63-156 du 23 février 1963 dispose que « *les comptables publics sont personnellement et pécuniairement responsables du recouvrement des recettes* ».

Depuis la loi de finances pour 1990 (article 118), les comptables du Trésor sont chargés du recouvrement des taxes d'urbanisme dont le fait générateur est postérieur au 31 décembre 1989.

Ceux-ci sont donc responsables personnellement et pécuniairement du recouvrement de ce type de recettes. À cet égard, la [note de service n° 97-061-A82 du 2 avril 1997](#), relative aux modalités du recouvrement contentieux des taxes d'urbanisme, précise que celles-ci sont recouvrées comme en matière d'impôts directs.

S'agissant des modalités de mise en cause de cette responsabilité, l'article 60-III de la loi susvisée dispose : « *la responsabilité pécuniaire des comptables publics s'étend à toutes les opérations du poste comptable qu'ils dirigent depuis la date de leur installation jusqu'à la date de cessation des fonctions* ».

Le trésorier-payeur général est donc fondé à mettre en jeu la responsabilité du comptable pendant la gestion duquel la prescription de l'action en recouvrement d'une taxe d'urbanisme est intervenue.

---

<sup>1</sup> Extinction pour absence de déclaration au passif d'une procédure collective ouverte avant le 1<sup>er</sup> janvier 2006 (cf. la loi n° 2005-845 du 26 juillet 2005 de sauvegarde des entreprises a supprimé la notion d'extinction).

Sans attendre l'expiration du délai de l'action en recouvrement, le trésorier-payeur général peut engager la responsabilité du comptable dès qu'il a connaissance des créances éteintes<sup>2</sup> figurant sur les états des restes envoyés par le poste comptable.

Cette mise en cause s'effectue sous la forme d'un refus de sursis de versement (cf. modèle en annexe 1).

### 1.3. EXCEPTIONS À LA MISE EN JEU DE LA RESPONSABILITÉ DES COMPTABLES

#### 1.3.1. L'émission des réserves par le comptable

L'[instruction n° 97-113-V1 du 13 novembre 1997](#) relative à l'installation des comptables non centralisateurs et à la formulation de réserves sur la gestion de leurs prédécesseurs, est applicable aux taxes d'urbanisme.

L'article 60-III de la loi de finances n° 63-156 du 23 février 1963 dispose que la responsabilité pécuniaire des comptables *« ne peut être mise en jeu à raison de la gestion de leurs prédécesseurs que pour les opérations prises en charge sans réserve lors de la remise de service ou qui n'auraient pas été contestées par le comptable entrant dans un délai fixé par décret »*.

L'article 20, chapitre VI, du décret n° 64-1022 du 29 septembre 1964 modifié relatif à la constatation et à l'apurement des débits des comptables publics et assimilés, fixe à 6 mois ce délai, qui peut être prorogé par décision du ministre des Finances.

Dans ce cas, si la prescription intervient dans le délai accordé à compter de sa prise de fonctions au comptable entrant pour formuler des réserves, la responsabilité du comptable sortant demeure engagée, dès lors que la prescription de l'action en recouvrement concerne des taxes pour lesquelles le comptable entrant a formulé des réserves expresses, précises et motivées, et à condition que ce dernier puisse justifier avoir été dans l'impossibilité d'interrompre le délai de prescription depuis sa prise de fonctions.

#### 1.3.2. Le sursis de versement

Le décret n° 98-1239 du 29 décembre 1998 relatif à l'admission en non-valeur des taxes d'urbanisme ([cf. annexe n° 2](#)) prévoit en son article 1<sup>er</sup> que *« les comptables (...) doivent justifier de l'entière réalisation de ces produits au 31 décembre de la quatrième année suivant celle au cours de laquelle soit le permis de construire a été délivré ou la déclaration de construction déposée soit le procès-verbal constatant une infraction a été établi. À défaut, ils ne sont dispensés de verser en tout ou partie les montants non recouverts que s'ils obtiennent un sursis de versement ou une admission en non-valeur »*.

L'examen des sursis de versement s'opère selon les mêmes modalités qu'en matière d'impôts directs. Il doit être effectué sur un rythme annuel, sur la base des états des restes adressés par le poste comptable, à l'instar de ce qui existe en matière d'impôts directs.

Sur l'état des restes à recouvrer dit réglementaire ou « conforme à l'instruction A82 » ([instruction codificatrice n° 96-080-A82 du 2 août 1996](#), relative au recouvrement des taxes d'urbanisme) figurent notamment la date du fait générateur ainsi que, en observation, les dernières poursuites. Il convient alors d'affiner la situation des dossiers les plus anciens en examinant, par consultation, le détail de chaque dossier.

Afin de faciliter le pilotage et le suivi par la trésorerie générale, l'application RTUTG permet également l'édition de listes sélectives combinant plusieurs critères (ex. : date de fait générateur et état des poursuites en cours, notamment). Cette fonctionnalité disponible dans RTU a été étendue à RTUTG par la maintenance n° 2007-03 diffusée en septembre 2007.

Le sursis de versement est accordé au comptable du Trésor lorsqu'il a effectué des diligences pour interrompre la prescription de l'action en recouvrement ou lorsque celle-ci se trouve suspendue.

<sup>2</sup> Extinction pour absence de déclaration au passif d'une procédure collective ouverte avant le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

#### 1.4. LA DEMANDE EN REMISE GRACIEUSE

Le comptable dont la responsabilité est engagée pourra présenter une demande en remise gracieuse de débet<sup>3</sup>.

Le traitement des demandes en remise gracieuse de débet s'effectue, soit au niveau local pour les dossiers d'un montant inférieur ou égal à 15.000 €, soit par le Bureau 1C de la DGCP, 10 rue du Centre, 93196 NOISY-LE-GRAND.

#### 1.5. CAS DES TAXES D'URBANISME PRESCRITES AU COURS D'UN EXERCICE POUR LEQUEL LE TRÉSORIER-PAYEUR GÉNÉRAL A OBTENU QUITUS DE SA GESTION

Le comptable du Trésor chargé du recouvrement de taxes d'urbanisme prescrites au cours d'un exercice pour lequel le trésorier-payeur général a obtenu quitus de sa gestion ne peut plus être mis en cause, en raison de l'autorité de la chose jugée dont est revêtu l'arrêt de la Cour des Comptes.

Il n'existe à ce jour aucun dispositif d'apurement des taxes d'urbanisme prescrites au cours d'exercices pour lesquels les trésoriers-payeurs généraux ont obtenu décharge ou qui bénéficient de la prescription extinctive.

### 2. ADMISSION EN NON-VALEUR

Le [décret n° 98-1239 du 29 décembre 1998](#) précité a étendu la procédure d'admission en non-valeur aux taxes d'urbanisme dont le recouvrement est confié aux comptables du Trésor.

#### 2.1. LE FORMALISME

Le comptable du Trésor chargé du recouvrement d'une taxe d'urbanisme devenue irrécouvrable peut présenter une demande d'admission en non-valeur.

À cet effet, le comptable remplit un dossier qui comprend :

- deux états récapitulatifs des sommes concernées par la demande, dont l'un est conservé par le comptable, et l'autre destiné au trésorier-payeur général ;
- un formulaire détaillé par collectivité bénéficiaire consultée (et donc au maximum trois par dossier d'urbanisme) ;
- les pièces justificatives des diligences effectuées et du caractère d'irrécouvrabilité de la créance.

Ces formulaires sont servis via l'application RTU.

Ce dossier est adressé au trésorier-payeur général qui vérifie la présence et la conformité des pièces justificatives de l'irrécouvrabilité.

Si la proposition recueille l'accord du trésorier-payeur général, elle est transmise à chaque collectivité sous la forme du formulaire la concernant, mais la trésorerie générale en conserve les pièces justificatives.

Les formulaires reprennent pour information les montants dus (prise en charge, majoration, intérêts de retard) et les restes à recouvrer (en principal, majoration et intérêts). Un total général reprend le montant du solde en principal (hors frais d'assiette et de recouvrement) sur lequel les collectivités bénéficiaires doivent se prononcer. L'admission en non-valeur, si elle est accordée, comprendra les accessoires.

Sur l'état détaillé par collectivité, il est mentionné que les sommes non recouvrées sont nettes des frais d'assiette et de recouvrement.

---

<sup>3</sup> Cf. l'article 60 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963 modifié par l'article 146 de la LFR 2006 prévoit qu'en cas de force majeure, la responsabilité du comptable n'est pas mise en jeu.

Les états récapitulatifs destinés au trésorier-payeur général et au comptable comportent, eux, une colonne « frais d'assiette et de recouvrement » reprenant les sommes déduites sur la colonne « principal » et une colonne « total RTU » indiquant le montant des taxes restant dû par les redevables. Ainsi le trésorier-payeur général connaît-il le montant des taxes d'urbanisme faisant l'objet d'une demande d'admission en non-valeur.

Pour faciliter les relations entre les collectivités bénéficiaires et les services du Trésor, il appartiendra au comptable de veiller à faire systématiquement figurer le nom de la personne chargée du dossier dans le poste, sur le formulaire de demande d'admission en non-valeur.

**Remarque :** Pour les dossiers d'urbanisme relatifs à la ville de Paris, les dossiers de demande d'admission en non-valeur sont préparés par la recette générale des Finances, qui les transmet aux collectivités bénéficiaires. Les décisions d'admission en non-valeur sont comptabilisées directement par ses services.

## 2.2. L'APPRÉCIATION DE L'IRRÉCOUVRABILITÉ

Le caractère d'irrecouvrabilité d'une taxe d'urbanisme doit s'apprécier dans les conditions habituelles et au regard des spécificités réglementaires de ce produit.

Aussi, dès lors que le débiteur est propriétaire d'un patrimoine immobilier, il convient de mettre en œuvre l'ensemble des procédures à la disposition du Trésor public, en adaptant les diligences au montant des créances en cause.

La spécificité des taxes d'urbanisme réside dans la garantie spécifique de recouvrement qu'elles impliquent, à savoir les solidarités prévues à l'article 1929-4 du Code général des impôts :

- solidarité des banques, établissements financiers ou sociétés de caution mutuelle qui sont garants de l'achèvement de la construction ;
- solidarité des titulaires successifs de l'autorisation de construire et de leurs ayants cause.

Les taxes atteintes par la prescription peuvent faire l'objet d'une présentation en non-valeur à condition que leur irrecouvrabilité ait été établie dès avant leur date de prescription.

## 2.3. L'AVIS DES COLLECTIVITÉS BÉNÉFICIAIRES ET SES CONSÉQUENCES

Les collectivités bénéficiaires peuvent, par délibération, refuser la non-valeur.

Le cas échéant, le trésorier-payeur général peut demander à une collectivité qu'elle fournisse, à l'appui de son refus, des renseignements non encore exploités et susceptibles de relancer le recouvrement. Toutefois les termes du [décret du 29 décembre 1998](#) ne permettent pas d'imposer aux collectivités locales de justifier une délibération refusant l'admission en non-valeur de taxes d'urbanisme par la délivrance de telles informations. La direction générale des collectivités locales a signalé sur ce point que l'acceptation ou le refus de la demande du comptable relève de la libre administration de la collectivité, sur laquelle l'État ne saurait empiéter en donnant par circulaire des orientations ou des recommandations.

Il ne peut être passé outre une décision de rejet de l'assemblée délibérante. En conséquence, le comptable est invité, dans cette hypothèse, à veiller à l'interruption du délai de prescription de l'action en recouvrement correspondant aux taxes dont l'admission en non-valeur a été refusée par la collectivité bénéficiaire.

Toutefois, l'assemblée délibérante doit être sensibilisée sur le caractère irrémédiablement compromis du recouvrement (par exemple dans le cadre d'une clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actifs). Le cas échéant, il peut lui être rappelé que le prononcé de l'admission en non-valeur ne modifie pas les droits de l'organisme public vis-à-vis de son débiteur et ne fait pas obstacle à un recouvrement ultérieur dans l'hypothèse où le débiteur revient à meilleure fortune, la collectivité subissant une perte de recettes du fait de l'impossibilité de recouvrer la créance, que celle-ci ait été admise ou non en non-valeur.

En vertu de l'article 2 du [décret n° 98-1239 du 29 décembre 1998](#), « *l'avis est réputé favorable à défaut de délibération dans le délai de quatre mois à compter de la saisine par le trésorier-payeur général de la collectivité ou de l'établissement public intéressé* ».

## 2.4. LA DÉCISION D'ADMISSION EN NON-VALEUR

Au retour de l'ensemble des demandes favorables, ou au terme d'un silence de quatre mois, le trésorier-payeur général prononce la décision d'admission en non-valeur, et renvoie le dossier complet au comptable chargé du recouvrement pour comptabilisation.

Il ne peut y avoir d'admission en non-valeur partielle sur un même dossier d'urbanisme.

Et il n'existe à l'heure actuelle aucune procédure spécifique d'apurement des petits reliquats. La direction générale des collectivités locales du ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales, n'a pas à ce stade donné suite aux demandes d'évolution de la direction générale sur ce point.

## 3. COMPTABILITÉ

Les écritures comptables à passer au vu des différentes situations envisagées, détaillées ici, sont issues du référentiel comptable, [Instruction codificatrice n° 06-013-P-R du 24 février 2006](#), Livre 2, Tome 5, Titre 3 « *Taxes d'urbanisme* », chapitre 2, auquel il convient de se reporter.

### 3.1. MISE EN JEU DE LA RESPONSABILITÉ DU COMPTABLE - REFUS DE SURSIS DE VERSEMENT

#### 3.1.1. Mise en jeu de la responsabilité du comptable non centralisateur par le trésorier-payeur général

Le déficit constaté à l'encontre du comptable non centralisateur est comptabilisé dans les écritures du trésorier-payeur général. La somme correspondante est transférée, par avis de règlement 0.402, au comptable non centralisateur :

- Débit du compte 463.218 « *Déficits des comptables avant la prise d'un arrêté de débet – Comptables – Autres déficits* » ;
- Crédit du compte 390.31 « *Compte courant entre comptables du Trésor centralisateurs et non centralisateurs – Opérations à l'initiative des comptables centralisateurs* ».

Le montant du déficit doit être apprécié à la date de la comptabilisation de la décision de refus du sursis de versement.

Il conviendra toutefois d'apprécier le montant des intérêts de retard à la date de la prescription de la cote. Ce calcul est fait par RTUBIS.

Les intérêts décomptés par l'application RTU depuis la date de prescription seront annulés par code 33. Cette opération sera justifiée par référence à la décision de refus de sursis de versement.



### 3.1.2. Chez le comptable non centralisateur

Dès réception de l'avis de règlement 0.402, le comptable non centralisateur procède à l'émargement du titre de la taxe d'urbanisme dans l'application RTU et comptabilise la recette en comptabilité générale en DDR3 :

- Débit rubrique 3900 « *Opérations à l'initiative des comptables centralisateurs* » ;
- Crédit rubrique 302 « *Recettes diverses du Trésor* », sous-rubrique 302.36 « *Taxes d'urbanisme* ».

Dans l'application RTU, les comptables disposent d'un code spécifique permettant de prendre en compte l'avis de règlement relatif à la mise en cause de la responsabilité d'un comptable. Le dossier sera ainsi soldé dans l'application par le code 30 « *Opérations diverses* », sous-code 13 « *Débet d'un comptable* ».

### 3.1.3. Intégration automatique du recouvrement chez le trésorier-payeur général, via SCR3 :

☞ *constatation du recouvrement de la taxe d'urbanisme :*

- Débit du compte 390.30 « *Compte courant entre comptables du Trésor centralisateurs et non centralisateurs – Opérations à l'initiative des comptables du Trésor non centralisateurs* » ;
- Crédit du compte 465.22 « *Autres produits à verser aux collectivités locales et à divers organismes publics - Taxes d'urbanisme* ».

☞ *apurement des comptes de liaison :*

- Débit du compte 390.31 « *Compte courant entre comptables du Trésor centralisateurs et non centralisateurs – Opérations à l'initiative des comptables centralisateurs* » ;
- Crédit du compte 390.30 « *Compte courant entre comptables du Trésor centralisateurs et non centralisateurs – Opérations à l'initiative des comptables du Trésor non centralisateurs* ».

### 3.1.4. Répartition de la taxe en fin de mois dans les conditions habituelles

Une fois le dossier soldé, les sommes doivent être réparties dans les conditions normales aux collectivités locales.

Les écritures comptables sont décrites au paragraphe 1.4. « *Répartition mensuelle des taxes d'urbanisme par le trésorier-payeur général* » du référentiel comptable précité.

## 3.2. RÈGLEMENT PAR LE REDEVABLE DE LA TAXE SOLDÉE PAR LA MISE EN JEU DE LA RESPONSABILITÉ DU COMPTABLE

Les écritures qui suivent correspondent à la comptabilisation d'un règlement pour une taxe soldée après mise en jeu de la responsabilité du comptable.

### 3.2.1. Comptabilisation du versement du redevable chez le comptable non centralisateur

La taxe ayant été soldée et répartie entre les bénéficiaires, le versement du redevable permet d'apurer le déficit dans les écritures du trésorier-payeur général.

Si un recouvrement intervient sur un tel dossier, l'excédent de versement constaté sera identifié comme « excédent à dégager auprès du TPG » (code 99, sous-code 1).

Sur la base de l'état récapitulatif qui sera édité par RTU et transmis à la trésorerie générale, le service compétent pourra opérer un retraitement manuel de ces excédents, afin de diminuer le déficit du comptable ou, le cas échéant, de rembourser ce dernier s'il a déjà remboursé le déficit.

En effet, selon les dispositions de l'article 13 du décret n° 64-1022 du 29 septembre 1964 modifié relatif à la constatation et à l'apurement des débits des comptables publics et assimilés, « *dans le cas où des recouvrements sont opérés sur un débit couvert partiellement par un comptable public, les sommes correspondantes servent à rembourser par priorité les organismes publics, dans la limite et au prorata, le cas échéant, des sommes laissées à leur charge, [et] pour le surplus, le comptable* ».

Dans le cas d'un recouvrement, les sommes afférentes à ce dossier auront déjà été réparties aux collectivités locales lors de la prise en compte de l'avis de règlement faisant suite à la mise en cause du comptable.

- Débit rubrique 3512 « *Compte du Trésor à la Banque de France* », ou 3511 « *Débets et crédits attendus sur le compte courant du Trésor – Banque de France – Encaissement chèques et CB* », ou 3531 « *Numéraire* » ;
- Crédit rubrique 306 « *Opérations diverses* », sous-rubrique « *Autres opérations – Divers* ».

Le comptable non centralisateur doit joindre à l'appui du bordereau de transfert un P218 détaillé précisant que le versement doit être imputé au crédit du compte 463.218 pour permettre au trésorier-payeur général d'apurer le déficit et le compte transitoire 475.17775.

### 3.2.2. Intégration automatique du règlement en comptabilité générale, via SCR3, chez le trésorier-payeur général

☞ *de la trésorerie :*

- Débit du compte 512.15 « *Compte du Trésor à la Banque de France – Comptes d'opérations des comptables non centralisateurs* » ou 511.25 « *Valeurs à l'encaissement sur les comptes d'opérations du Trésor à la Banque de France – Comptes d'opérations des comptables non centralisateurs* », ou 531.5 « *Caisse en euros des comptables non centralisateurs* » ;
- Crédit du compte 390.30 « *Compte courant entre comptables du Trésor centralisateurs et non centralisateurs – Opérations à l'initiative des comptables du Trésor non centralisateurs* ».

☞ *du versement du redevable au compte 475.17775 :*

- Débit du compte 390.30 « *Compte courant entre comptables du Trésor centralisateurs et non centralisateurs – Opérations à l'initiative des comptables du Trésor non centralisateurs* » ;
- Crédit du compte 475.17775 « *Autres opérations créditrices transitoires ou d'attente diverses – Opérations des comptables non centralisateurs du Trésor (DDR3/SCR3)* ».

### 3.2.3. Apurement manuel du compte 475.17775 à la trésorerie générale

☞ *Apurement du déficit constaté au débit du compte 463.218 :*

- Débit du compte 475-17775 « *Autres opérations créditrices transitoires ou d'attente diverses – Opérations des comptables non centralisateurs du Trésor (DDR3/SCR3)* » ;
- Crédit du compte 463.218 « *Déficits des comptables avant la prise d'un arrêté de débit – Comptables – Autres déficits* ».

ou :

☞ *Restitution au comptable non centralisateur si le déficit a été remboursé par ce dernier :*

- Débit du compte 475.17775 « *Autres opérations créditrices transitoires ou d'attente diverses – Opérations des comptables non centralisateurs du Trésor (DDR3/SCR3)* » ;
- Crédit du compte 512.641 « *Banque de France – Moyens de paiement en cours de décaissement – Virements bancaires – Comptes d'opérations des comptables centralisateurs* ».

### 3.3. DÉGRÈVEMENT ÉMIS SUR UNE TAXE D'URBANISME SOLDÉE PAR LA MISE EN JEU DE LA RESPONSABILITÉ DU COMPTABLE

Les écritures qui suivent correspondent à la comptabilisation d'un dégrèvement pour une taxe soldée après mise en jeu de la responsabilité du comptable.

Les écritures diffèrent selon que le dégrèvement intervient avant ou après la répartition mensuelle de la taxe soldée.

#### 3.3.1. Dégrèvement émis sur une taxe d'urbanisme soldée, avant la répartition mensuelle

##### 3.3.1.1. Chez le comptable non centralisateur

Dans l'application RTU, il y a re-calcul des échéances, annulation d'une partie de la recette et constatation d'un excédent de versement à imputer sur le déficit du comptable non centralisateur inscrit chez le trésorier-payeur général et, le cas échéant, en cas d'un versement du redevable, à restituer pour partie à ce dernier.

Le remboursement au redevable a lieu quand le dégrèvement ramène le montant de la taxe d'urbanisme à un montant inférieur à celui acquitté par le redevable.

##### ☞ constatation de l'excédent de versement :

- Crédit négatif rubrique 302 « *Recettes diverses du Trésor* », sous-rubrique 302.36 « *Taxes d'urbanisme* » ;
- Crédit positif rubrique 302 « *Recettes diverses du Trésor* » sous-rubrique « *Recettes sans prise en charge – Excédents de versement* » (part à rembourser au redevable) ;
- Crédit positif rubrique 306 « *Opérations diverses* », sous-rubrique « *Autres opérations – Divers* » (part à imputer sur le déficit).

##### ☞ remboursement au débiteur de la part de l'excédent de versement lui revenant :

- Débit rubrique 303 « *Dépenses diverses du Trésor* », sous-rubrique « *Excédents de versement* » ;
- Crédit rubrique 306 « *Opérations diverses* », sous-rubrique « *Émission de chèques sur le Trésor* ».

##### 3.3.1.2. Chez le trésorier-payeur général

##### ☞ Intégration automatique des écritures en comptabilité générale, via le logiciel SCR3 :

##### - Constatation de l'annulation de la recette de taxe d'urbanisme :

- Crédit positif du compte 390.30 « *Compte courant entre comptes du Trésor centralisateurs et non centralisateurs – Opérations à l'initiative des comptes du Trésor non centralisateurs* » ;
- Crédit négatif du compte 465.22 « *Autres produits à verser aux collectivités locales et à divers organismes publics – Taxes d'urbanisme* ».

##### - Comptabilisation de l'excédent de versement :

- Débit du compte 390.30 « *Compte courant entre comptes du Trésor centralisateurs et non centralisateurs – Opérations à l'initiative des comptes du Trésor non centralisateurs* » ;
- Crédit du compte 467.321 « *Autres comptes débiteurs ou créditeurs divers – Excédents de versement à restituer – Excédents de versement constatés par les comptes non centralisateurs* » (part à rembourser au débiteur) ;
- Crédit du compte 475.17775 « *Autres opérations créditrices transitoires ou d'attente diverses – Opérations des comptes non centralisateurs du Trésor (DDR3/SCR3)* » (part à imputer sur le déficit).

- Constatation du remboursement au débiteur de la part de l'excédent lui revenant :

Le remboursement au débiteur est comptabilisé selon la procédure habituelle.

- Débit du compte 467.321 « *Autres comptes débiteurs ou créditeurs divers – Excédents de versement à restituer – Excédents de versement constatés par les comptables non centralisateurs* » ;
- Crédit du compte 390.30 « *Compte courant entre comptables du Trésor centralisateurs et non centralisateurs – Opérations à l'initiative des comptables du Trésor non centralisateurs* » ;

et

- Débit du compte 390.30 « *Compte courant entre comptables du Trésor centralisateurs et non centralisateurs – Opérations à l'initiative des comptables du Trésor non centralisateurs* » ;
- Crédit du compte 560 « *Chèques Trésor émis* ».

☞ *Apurement manuel du compte 475.17775 pour imputation sur le déficit :*

- Débit du compte 475.17775 « *Autres opérations créditrices transitoires ou d'attente diverses – Opérations des comptables non centralisateurs du Trésor (DDR3/SCR3)* » ;
- Crédit du compte 463.218 « *Déficits des comptables avant la prise d'un arrêté de débet – Comptables – Autres déficits* ».

Le montant du déficit est ainsi ramené à hauteur de celui de la cote de taxe d'urbanisme après dégrèvement.

### 3.3.2. Dégrèvement émis sur une taxe d'urbanisme soldée, après la répartition mensuelle

Si un dégrèvement intervient sur un tel dossier, l'excédent de versement constaté sera identifié comme « excédent à rembourser au redevable » (code 99, sous-code 0).

Sur la base de l'état récapitulatif qui sera édité par RTU et transmis à la trésorerie générale, le service compétent pourra opérer un retraitement manuel de ces excédents, selon les schémas comptables ci-dessous, afin de diminuer le déficit du comptable ou, le cas échéant, de rembourser ce dernier s'il a déjà remboursé le déficit.

Dans le cas d'un dégrèvement, les sommes perçues alors à tort devront être restituées par les collectivités bénéficiaires.

#### 3.3.2.1. Chez le comptable non centralisateur

Dans l'application RTU, il y a re-calcul des échéances et de la nouvelle répartition de la taxe d'urbanisme, et constatation d'un excédent de versement à imputer sur le déficit du comptable non centralisateur inscrit à la trésorerie générale et, le cas échéant, à restituer pour partie au redevable, en cas d'un versement par ce dernier.

Le remboursement au redevable a lieu uniquement quand le dégrèvement ramène le montant de la taxe d'urbanisme à un montant inférieur à celui acquitté par le redevable.

L'excédent de versement doit être récupéré auprès des bénéficiaires : la collectivité territoriale qui a reçu le produit net de la taxe, et l'État qui a prélevé les frais d'assiette et de recouvrement ainsi que les frais de poursuite éventuels lors de la répartition mensuelle.

Les indus à reverser par les bénéficiaires et l'excédent de versement sont constatés par l'écriture suivante en DDR3 :

- Débit rubrique 303 « *Dépenses diverses du Trésor* », sous-rubrique « *Taxes d'urbanisme – Restitution – Part État : frais d'assiette et de recouvrement* » ;
- Débit rubrique 303 « *Dépenses diverses du Trésor* », sous-rubrique « *Taxes d'urbanisme – Restitution – Part État : frais de poursuite* » ;
- Débit rubrique 303 « *Dépenses diverses du Trésor* », sous-rubrique « *Taxes d'urbanisme – Restitution – Part des collectivités territoriales* » ;
- Crédit rubrique 302 « *Recettes diverses du Trésor* », sous-rubrique « *Recettes sans prise en charge – Excédents de versement* » (part à rembourser au débiteur) ;
- Crédit rubrique 306 « *Opérations diverses* », sous-rubrique « *Autres opérations – Divers* » (part à imputer sur le déficit).

La restitution au redevable de la part de l'excédent de versement lui revenant est effectuée dans les conditions habituelles.

- Débit rubrique 303 « *Dépenses diverses du Trésor* », sous-rubrique « *Excédents de versement* » ;
- Crédit rubrique 306 « *Opérations diverses* », sous-rubrique « *Émission de chèques sur le Trésor* ».

### 3.3.2.2. Chez le trésorier-payeur général

☞ *Comptabilisation de l'annulation de la recette par une dépense en atténuation de recettes, concernant :*

- Les frais d'assiette et de recouvrement :

- Débit du compte 467.841 « *Dépenses en atténuation de recettes – Dégrèvements, remises et annulations, remboursements et restitutions sur contributions directes* », assorti de la spécification comptable de dépense par « destination » et « nature » « 0200786U » (Programme/Action/sous-action/code alphanumérique) et de la spécification non comptable « 907 » ;
- Crédit du compte 390.30 « *Compte courant entre comptes du Trésor centralisateurs et non centralisateurs – Opérations à l'initiative des comptes du Trésor non centralisateurs* ».

- les frais de poursuite :

- Débit du compte 467.842, « *Dépenses en atténuation de recettes. Remboursements sur produits indirects et divers* », assorti de la spécification comptable par « destination » et « nature » « 0200786S » (Programme/Action/sous-action/code alphanumérique) et de la spécification non comptable « 907 » ;
- Crédit du compte 390.30 « *Compte courant entre comptes du Trésor centralisateurs et non centralisateurs – Opérations à l'initiative des comptes du Trésor non centralisateurs* ».

☞ *Annulation des produits constatés par l'État lors de la répartition mensuelle, concernant :*

- les frais d'assiette et de recouvrement :

- Débit du compte 779.151 « *Remboursements et rectifications des produits encaissés en année courante (RAF) et les années antérieures – Transferts aux ménages* », assorti de la spécification comptable de dépense par « destination » « 020078 » (Programme/Action/sous-action) ;
- Crédit du compte 467.841 « *Dépenses en atténuation de recettes – Dégrèvements, remises et annulations, remboursements et restitutions sur contributions directes* », assorti de la spécification comptable de dépense par « destination » et « nature » « 0200786U » (Programme/Action/sous-action/code alphanumérique) et de la spécification non comptable « 907 ».

- les frais de poursuite :

- Débit du compte 729.31 « *Remboursements et rectifications des produits encaissés en année courante (RAF) et les années antérieures – Transferts aux ménages* », assorti de la spécification comptable de dépense par « destination » (Programme/Action/sous-action) ;
- Crédit du compte 467.842 « *Dépenses en atténuation de recettes. Remboursements sur produits indirects et divers* », assorti de la spécification comptable de dépense par « destination » et « nature » « 0200786S » (Programme/Action/sous-action/code alphanumérique) et de la spécification non comptable « 907 ».

☞ *Constatation de la dette de la collectivité territoriale débitrice :*

- Débit du compte 463.441 « *Indus à récupérer au titre de la taxe locale d'équipement due par les CEPL* » ;
- Crédit du compte 390.30 « *Compte courant entre comptables du Trésor centralisateurs et non centralisateurs – Opérations à l'initiative des comptables du Trésor non centralisateurs* ».

☞ *Constatation de l'excédent de versement :*

- Débit du compte 390.30 « *Compte courant entre comptables du Trésor centralisateurs et non centralisateurs – Opérations à l'initiative des comptables du Trésor non centralisateurs* » ;
- Crédit du compte 467.321 « *Autres comptes débiteurs ou créditeurs divers – Excédents de versement à restituer – Excédents de versement constatés par les comptables non centralisateurs* » (part à rembourser au débiteur) ;
- Crédit du compte 475.17775 « *Autres opérations créditrices transitoires ou d'attente diverses – Opérations des comptables non centralisateurs (DDR3/SCR3)* » (part à imputer sur le déficit).

☞ *Constatation du remboursement de l'excédent au débiteur pour la part lui revenant :*

- Débit du compte 467.321 « *Autres comptes débiteurs et créditeurs divers – Excédents de versement à restituer – Excédents de versement constatés par les comptables non centralisateurs* » ;
- Crédit du compte 390.30 « *Compte courant entre comptables du Trésor centralisateurs et non centralisateurs – Opérations à l'initiative des comptables du Trésor non centralisateurs* ».

- Débit du compte 390.30 « *Compte courant entre comptables du Trésor centralisateurs et non centralisateurs – Opérations à l'initiative des comptables du Trésor non centralisateurs* » ;
- Crédit du compte 560 « *Chèque Trésor émis* ».

☞ *Apurement manuel du compte 475.17775 pour imputation sur le déficit :*

- Débit du compte 475.17775 « *Autres opérations créditrices transitoires ou d'attente diverses – Opérations des comptables non centralisateurs (DDR3/SCR3)* » ;
- Crédit du compte 463.218 « *Déficits des comptables avant la prise d'un arrêté de débet – Comptables – Autres déficits* ».

☞ *Récupération de l'indu sur la collectivité territoriale :*

L'indu de la collectivité territoriale est récupéré, dans les conditions habituelles, soit par prélèvement sur le produit des taxes d'urbanisme lui revenant lors de la plus proche répartition, dans le cadre de la compensation conventionnelle, soit par un reversement de la collectivité débitrice<sup>4</sup>.

<sup>4</sup> Modalités comptables décrites au §. 2.2.2.2. de [l'instruction codificatrice n° 06-013-P-R du 24/02/2006](#) (référentiel comptable).



### 3.4. COMPTABILITÉ EN MATIÈRE D'ADMISSION EN NON-VALEUR

Les taxes d'urbanisme constituent une recette des collectivités territoriales et ne sont donc pas prises en charge dans les écritures de l'État.

Ainsi, selon les cas, les situations suivantes sont à envisager.

#### 3.4.1. Comptabilisation des admissions en non-valeur

L'admission en non-valeur est constatée dans le poste non centralisateur par une annulation de la prise en charge extra-comptable en comptabilité auxiliaire dans l'application RTU (« recouvrement » de code 34). Il n'y a pas lieu de passer d'écriture en comptabilité générale de l'État, ni dans le poste non centralisateur, ni à la trésorerie générale, pour le principal et les pénalités de retard.

Les frais de poursuite non recouverts, inscrits sur les bordereaux 1.701, des taxes d'urbanisme admises en non-valeur, sont annulés en comptabilité générale au moyen d'une écriture d'ordre.

##### 3.4.1.1. Chez le comptable non centralisateur

Pour l'annulation des frais de poursuite, il est constaté une dépense sans ordonnancement et une recette d'ordre chez le comptable non centralisateur.

- Débit rubrique 303 « *Dépenses diverses du Trésor* », sous-rubrique « *remises et annulations à l'initiative du poste – ANV – Produits locaux, EPE, TV, TU, RAP* », justifié par un état P241 ;
- Crédit rubrique 302 « *Recettes diverses du Trésor* », sous-rubrique « *Recettes sur prise en charge – Autres recettes sur titres – Frais de poursuites* ».

##### 3.4.1.2. Chez le trésorier-payeur général

Les écritures suivantes sont intégrées automatiquement en comptabilité générale par le logiciel SCR3 :

☞ *constatation de la dépense d'ordre :*

- Débit compte 467.842 « *Dépenses en atténuation de recette – Remboursements sur produits indirects et divers* », spécification comptable de dépense « 0200782Z » et spécification non comptable « 907 » ;
- Crédit compte 390.30 « *Compte courant entre comptes du Trésor centralisateurs et non centralisateurs. Opérations à l'initiative des comptes non centralisateurs* ».

☞ *constatation de la charge relative à l'annulation des frais de poursuite :*

Les frais de poursuite non recouverts étant annulés après l'admission en non-valeur de la taxe d'urbanisme et l'admission en non-valeur ne remettant pas en cause le bien-fondé de la taxe, il est constaté en comptabilité générale une charge pour annuler les frais de poursuite.

- Débit compte 628.721 « *Remboursements et rectifications de produits encaissés l'année courante (RAF) et les années antérieures. Produits non fiscaux - Ménages* », spécification comptable « 020078 » ;
- Crédit compte 467.842 « *Dépenses en atténuation de recette – Remboursements sur produits indirects et divers* », spécification comptable de dépense « 0200782Z ».

☞ *comptabilisation de la recette d'ordre :*

- Débit compte 390.30 « *Compte courant entre comptes du Trésor centralisateurs et non centralisateurs. Opérations à l'initiative des comptes non centralisateurs* » ;
- Crédit compte 411.81 « *Clients – Produits divers – Créances de l'année* », spécification comptable 2805.12 « *Recettes accidentelles à différents titres sur frais de poursuites exercées sur produits fiscaux et non fiscaux* ».

☞ *constatation du produit relatif aux frais de poursuite :*

- Débit compte 411.81 « *Clients – Produits divers – Créances de l'année* », spécification comptable 2805.12 « *Recettes accidentelles à différents titres sur frais de poursuites exercées sur produits fiscaux et non fiscaux* » ;
- Crédit compte 722.18 « *Frais de poursuite liés au recouvrement des autres créances* », spécification 2805.12.

### 3.4.2. Recouvrement après admission en non-valeur

Les sommes recouvrées après une décision d'admission en non-valeur doivent être reversées aux collectivités.

En conséquence, il convient de comptabiliser l'opération par l'écriture suivante :

- Débit à une rubrique de disponibilités ;
- Crédit rubrique 302 « *Recettes diverses du Trésor* », sous-rubrique 302.36 « *Taxes d'urbanisme* ».

Ces recouvrements sont retracés chez le comptable centralisateur au crédit du compte 465.22 « *Autres produits à verser aux collectivités locales et à divers organismes publics – Taxes d'urbanisme* », conformément aux dispositions du référentiel comptable.

Au niveau de l'application RTU, le recouvrement de code entre 20 et 30 qui intervient sur un dossier soldé par une non-valeur (recouvrement de code 34) est enregistré avec la mention « *recette accidentelle non-valeur* », et un recouvrement négatif est effectué sur le code 34 pour diminuer le montant de la non-valeur.

### 3.4.3. Décision d'admission en non-valeur après dégrèvement ou recouvrement

Si un dégrèvement ou un versement total ou partiel a été comptabilisé sur un dossier d'urbanisme objet d'une demande d'admission en non-valeur en instance, la décision d'admission en non-valeur, le cas échéant, est sans emploi pour le montant correspondant.

Aucune écriture d'admission en non-valeur n'est constatée en comptabilité générale de l'État.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 4<sup>ÈME</sup> SOUS-DIRECTION

ETIENNE EFFA



## ANNEXE N° 1 : Modèle de refus de sursis de versement

Timbre de la trésorerie générale      Affaire suivie par : Tél : Fax : Mél : @cp.finances.gouv.fr  Service recouvrement produits divers	Lieu, le   LE TRÉSORIER-PAYEUR GÉNÉRAL À Monsieur/Madame  Chef de poste de la trésorerie de
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**OBJET** : Refus de sursis de versement au 31/12/.....

**RÉFÉRENCE** : - décret n° 98-1239 du 29 décembre 1998,  
 - instruction ...[références de la présente instruction].

Dans le cadre de l'examen des états des restes à recouvrer de taxes d'urbanisme de la trésorerie de ....., arrêtés au 31/12/....., il est apparu que les créances dont le détail figure sur la liste ci-jointe, se sont prescrites ou éteintes<sup>1</sup> au cours de votre gestion.

Je suis de ce fait conduit à vous refuser le sursis de versement pour un montant de ..... Euros.

En conséquence, je vous invite à verser dans les deux mois suivant la réception de cette lettre, la somme ainsi mise à votre charge.

Vous pouvez toutefois être dispensé de cette obligation en formulant :

- soit une demande en remise gracieuse ;
- soit un pourvoi devant le ministre chargé des finances contre ma décision de refus de sursis de versement. Un tel recours, qui a un effet suspensif, devra alors être dûment motivé.

Je vous saurais gré de bien vouloir me faire parvenir dans les meilleurs délais, le dossier complété par vos soins.

LE TRÉSORIER-PAYEUR GÉNÉRAL

<sup>1</sup> Extinction pour absence de déclaration au passif d'une procédure collective ouverte avant le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

ANNEXE N° 2 : Décret n° 98-1239 du 29 décembre 1998 relatif à l'admission en non-valeur des taxes mentionnées à l'article L. 255-A du Livre des procédures fiscales et à l'article L. 142-2 du Code de l'urbanisme

**NOR : ECOR9804466D**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'Intérieur et du ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie,

Vu le Code général des impôts ;

Vu le livre des procédures fiscales, notamment ses articles L. 255-A, L. 274-A et L. 274-B ;

Vu l'article L. 142-2 du Code de l'urbanisme ;

Vu la Loi de finances pour 1963 (n° 63-156 du 23 février 1963), notamment son article 60 ;

Vu l'avis du comité des finances locales en date du 11 mars 1998 ;

Le Conseil d'État (section des finances) entendu,

Décète :

**Art. 1<sup>er</sup>** . - Les comptables chargés du recouvrement des taxes, versements et participations mentionnés à l'article L.255-A du livre des procédures fiscales et à l'article L. 142-2 du Code de l'urbanisme doivent justifier de l'entière réalisation de ces produits au 31 décembre de la quatrième année suivant celle au cours de laquelle soit le permis de construire a été délivré ou la déclaration de construction déposée, soit le procès-verbal constatant une infraction a été établi. À défaut, ils ne sont dispensés de verser en tout ou partie les montants non recouvrés que s'ils obtiennent un sursis de versement ou une admission en non-valeur.

**Art. 2.** - I. - Le sursis de versement est accordé par le trésorier-payeur général pour une année. Il est susceptible d'être renouvelé.

II. - Les taxes, versements et participations reconnus irrécouvrables pour des causes indépendantes de l'action du comptable chargé du recouvrement sont admis en non-valeur.

Les décisions prononçant l'admission en non-valeur sont prises, sur avis conforme de l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale intéressé, par le trésorier-payeur général.

L'avis est réputé favorable à défaut de délibération dans le délai de quatre mois à compter de la saisine par le trésorier-payeur général de la collectivité ou de l'établissement public intéressé.

**Art. 3.** - Les décisions d'admission en non-valeur sont notifiées par le trésorier-payeur général aux collectivités territoriales ou établissements publics intéressés.

**Art. 4.** - Le ministre de l'intérieur, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et le secrétaire d'État au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 29 décembre 1998.

Par le Premier ministre :

Lionel Jospin

Le ministre de l'Économie, des Finances

et de l'Industrie,

Dominique Strauss-Kahn

Le secrétaire d'État à l'Outre-mer, ministre de l'Intérieur  
par intérim,

Jean-Jack Queyranne

Le secrétaire d'État au budget,

Christian Sautter

